

Unité inter-départementale Tarn-Aveyron
Cellule Déchets
Cité administrative
19 rue de Ciron
81013 ALBI Cedex 09

ALBI, le 22/09/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 21/09/2022

Contexte et constats

Publié sur 

ALBI REMBLAIS RECYCLES

Lieu-dit Fargues
81120 DENAT

Références : 81-DECHETS-2022-32
Code AIOT : 0006811385

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/09/2022 dans l'établissement ALBI REMBLAIS RECYCLES implanté Lieu-dit Fargues 81120 DENAT. L'inspection a été annoncée le 31/08/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ALBI REMBLAIS RECYCLES
- Lieu-dit Fargues 81120 DENAT
- Code AIOT : 0006811385
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

La société ALBI REMBLAIS RECYCLES (A2R) exploite actuellement une installation de stockage de déchets inertes (ISDI) et une installation de stockage de déchets de matériaux de construction contenant de l'amiante dans un casier mono-déchets (casier dédié).
Le site est réglementé par l'arrêté préfectoral du 15 juillet 2020.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- suites de la précédente inspection ;
- contrôle du respect de la mise en demeure ;
- autosurveillance de la qualité des eaux souterraines.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
7	Surveillance des impacts sur les milieux aquatiques et les sols.	Arrêté Préfectoral du 15/07/2020, article 4.6.2	/	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Radioactivité	Arrêté Préfectoral du 15/07/2020, article 2.4.5.2	/	Sans objet
2	Lixiviats	Arrêté Préfectoral du 15/07/2020, article 4.3.2.5	/	Sans objet
3	Lixiviats – ancien casier C1, C2, C3	Arrêté Préfectoral du 15/07/2020, article 4.3.2.6	/	Sans objet
4	Règles d'exploitation casier amiante	Arrêté Préfectoral du 15/07/2020, article 9.2.3.3	/	Sans objet
5	Règles d'exploitation casier amiante	AP de Mise en Demeure du 22/07/2022, article 1	/	Sans objet
6	Admission des déchets d'amiante	Arrêté Préfectoral du 15/07/2020, article 9.2.4.4	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a permis de solder les cinq faits susceptibles de suites de la précédente inspection et de constater le respect de la mise en demeure du 22 juillet 2022.

Un constat met en évidence une non-conformité pour laquelle il est proposé de mettre en demeure l'exploitant.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Radioactivité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/07/2020, article 2.4.5.2
Thème(s) : Risques chroniques, Procédure « détection de radioactivité »
Point de contrôle déjà contrôlé : Visite d'inspection du 5 mai 2022
Prescription contrôlée : L'exploitant établit une procédure « détection de radioactivité » relative à la conduite à tenir en cas de déclenchement du dispositif de détection et il organise des formations de sensibilisation sur la radioactivité et la radioprotection pour le personnel du site, sans préjudice des dispositions applicables aux travailleurs qui relèvent du code du travail. La procédure visée à l'alinéa précédent mentionne notamment : <ul style="list-style-type: none"> • les mesures de radioprotection en termes d'organisation, de moyens et de méthodes à mettre en oeuvre en cas de déclenchement du dispositif de détection ; • les procédures d'alerte avec les numéros de téléphone des secours extérieurs et de l'organisme compétant en radioprotection devant intervenir ; • les dispositions prévues pour l'entreposage des déchets dans l'attente de leur gestion. [...]
Constats : La procédure de détection, fiche n° A2R-PR-06, a été mise à jour le 10/05/2022. Cette fiche reprend les dispositions de la circulaire du 30/07/03 relative aux procédures à suivre en cas de déclenchement de portique de détection de radioactivité. Le numéro de téléphone du point de contact à la DREAL est erroné ; il doit être mis à jour. En cas d'absence du point de contact, l'information n'est pas relayée à la DREAL. L'exploitant complètera sa procédure en y rajoutant l'adresse de messagerie électronique de la DREAL à Albi.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Lixiviats

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/07/2020, article 4.3.2.5
Thème(s) : Risques chroniques, Casier C4
Point de contrôle déjà contrôlé : Visite d'inspection du 5 mai 2022
Prescription contrôlée : Le fond du casier C4 est profilé pour diriger gravitairement les eaux vers un point bas de collecte. Le collecteur peut être obturé à l'aide d'un ballon. Les lixiviats collectés sont dirigés gravitairement vers un premier bassin de rétention (BRA) de 39 m³. Ce premier bassin est dimensionné pour stocker les eaux issues d'un événement pluviaux de fréquence décennale et est étanche (membrane PEHD). Les effluents rejoignent ensuite un deuxième bassin (BDA) d'un volume de 219m3 pour permettre leur décantation. Cet ouvrage est équipé d'un orifice calibré.
Constats : L'exploitant s'est doté d'un ballon obturateur. Il le stocke dans le bungalow d'accueil à l'entrée du site. Le personnel interrogé sur place sait où est rangé le ballon et à quel usage il sert. Cependant le personnel n'est pas informé des modalités d'utilisation du ballon.
Observations : L'exploitant prévoira une notice d'utilisation à l'attention du personnel. Un exercice pourrait s'avérer utile.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Lixiviats – ancien casier C1, C2, C3

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/07/2020, article 4.3.2.6
Thème(s) : Risques chroniques, Ancien casier 1, 2 et 3
Point de contrôle déjà contrôlé : Visite d'inspection du 5 mai 2022
Prescription contrôlée : Article 4.3.2.6– AP du 15/07/2020 Les lixiviats des casiers C1, C2 et C3 sont collectés par un drain au fond du casier et dirigés vers le bassin existant (BA). Cet ouvrage n'étant alimenté que par les lixiviats, la fermeture des casiers doit conduire à l'arrêt de l'alimentation de ce bassin. L'exploitant justifie, l'absence de rejet au niveau de ce bassin. Article 35 – AM du 15/02/2016 Au plus tard deux ans après la fin d'exploitation, tout casier est recouvert d'une couverture finale. Au plus tard neuf mois avant la mise en place de la couverture finale d'un casier, l'exploitant transmet au préfet le programme des travaux de réaménagement final de cette zone.
Constats : L'exploitant indique que les travaux de remise en état des casiers C1, C2 et C3 ont été achevés le 13 juillet 2022. L'exploitant a transmis à l'inspection le levé topographique final de la zone remise en état par message électronique du 19/09/2022. La visite du site a permis de visualiser que la couverture finale des casiers C1, C2 et C3 a été mise en place.
Observations : L'inspection rappelle à l'exploitant qu'il a six mois, après la mise en place de la couverture finale, pour confirmer l'exécution des travaux en transmettant un mémoire descriptif des travaux réalisés au Préfet. Le programme de suivi post-exploitation sera joint au mémoire lors de la transmission au Préfet.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Règles d'exploitation casier amiante

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/07/2020, article 9.2.3.3
Thème(s) : Risques chroniques, Conduite d'exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : Visite d'inspection du 5 mai 2022
Prescription contrôlée : Le déchargement, l'entreposage éventuel et le stockage des déchets de matériaux de construction contenant de l'amiante sont organisés de manière à prévenir le risque d'envol de poussières d'amiante. A cette fin et conformément à la réglementation sur le travail, une zone de dépôt adaptée à ces déchets est aménagée. Elle est équipée, si nécessaire, d'un dispositif d'emballage permettant de conditionner les déchets des particuliers réceptionnés non emballés. Ces déchets conditionnés en palettes, en racks ou en grands récipients pour vrac souples sont déchargés avec précaution à l'aide de moyens adaptés tel qu'un chariot élévateur, en veillant à prévenir une éventuelle libération de fibres. Les opérations de déversement direct au moyen d'une benne sont interdites. Les déchets de matériaux de construction contenant de l'amiante sont stockés avec leur conditionnement dans des casiers dédiés. Un contrôle visuel des déchets est réalisé à l'entrée du site et lors du déchargement du camion. L'exploitant vérifie que le type de conditionnement utilisé (palettes, racks, grands récipients pour vrac...) permet de préserver l'intégrité de l'amiante durant sa manutention vers le casier et que l'étiquetage « amiante » imposé par le décret n° 88-466 du 28 avril 1988 est bien présent. Les déchets ainsi conditionnés peuvent être admis sans essai. Lors de la présentation de déchets contenant de l'amiante, l'exploitant complète le bordereau de suivi de déchets d'amiante CERFA n° 11861. [...]
Constats : Lors de la visite du site, aucune réception de déchets amiantés n'était en cours. La bonne marche des opérations de déchargement et de stockage n'a pas pu être contrôlée. L'exploitant a présenté à l'inspection la notice d'information destinée aux transporteurs professionnels clients. Cette notice rappelle l'obligation de fournir un numéro de récépissé de déclaration pour l'exercice de l'activité de transport par route de déchets dangereux.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Règles d'exploitation casier amiante

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 22/07/2022, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Recouvrement déchets amiantés
Point de contrôle déjà contrôlé : Visite d'inspection du 5 mai 2022
Prescription contrôlée : La société Albi Remblais Recyclés, exploitant une installation de stockage de déchets de matériaux de construction contenant de l'amiante, est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 9.2.3.3 de l'arrêté préfectoral du 15 juillet 2020 susvisé sous un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté, en recouvrant les déchets de matériaux de construction contenant de l'amiante d'une épaisseur supérieure à 20 centimètres avant toute opération de régalaie à la fin de chaque jour de réception par des matériaux ou des déchets inertes de granulométrie adaptée à la prévention de toute dégradation de leur conditionnement.
Constats : L'exploitant a présenté à l'inspection la procédure de gestion du casier amiante n°A2R-Expl-01 en date du 28/07/2022. La procédure précise que la couverture des déchets, d'une épaisseur minimum de 20 cm, doit être réalisée à la fin de chaque jour de réception de déchets amiantés. La visite du site a permis de visualiser d'une part que l'exploitant a créé une rampe latérale pour faciliter les opération de recouvrement à la fin de chaque jour de réception ; que d'autre part les derniers apports de déchets amiantés étaient convenablement recouverts. L'exploitant dispose, en partie Nord du casier, d'un stock de matériau réservé aux opérations de recouvrement.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Admission des déchets d'amiantes

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/07/2020, article 9.2.4.4
Thème(s) : Risques chroniques, Registre d'admission des déchets et refus
Point de contrôle déjà contrôlé : Visite d'inspection du 5 mai 2022
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant tient en permanence à jour et à la disposition de l'inspection des installations classées un registre des admissions, un registre des refus et un registre des documents d'accompagnement des déchets (information préalable). En application de l'arrêté ministériel du 29 février 2012 modifié fixant le contenu des registres mentionnés aux articles R541-43 et R541-46 du code de l'environnement, pour chaque véhicule apportant des déchets, l'exploitant consigne sur le registre des admissions : - la nature et la quantité de déchets, - le lieu de provenance et l'identité du producteur ou de la (ou les) collectivité(s), - le nom et l'adresse de l'expéditeur initial et le cas échéant son numéro SIRET, - le nom et l'adresse des installations dans lesquelles les déchets ont été préalablement entreposés, - l'identification du casier dans lequel les déchets ont été entreposés, - le nom et l'adresse du ou des transporteurs, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R543-53 du code de l'environnement, - la date et l'heure de réception, et si elle est distincte, la date de stockage, - le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets d'amiante, - le code du traitement opéré selon l'annexe I et II de la directive 2008/98/CE, -le résultat des contrôles d'admission (contrôle visuel et contrôle des documents d'accompagnement des déchets) ; - la date de délivrance de l'accusé de réception ou de la notification de refus et, le cas échéant, le motif du refus.</p>
<p>Constats : L'exploitant indique que les agents d'accueil ont été sensibilisés à la nécessité de renseigner systématiquement le numéro de récépissé du transporteur du déchet dans le registre.</p> <p>Le contrôle du registre d'admission pour les mois d'août et septembre a permis de vérifier que le numéro de récépissé est systématiquement renseigné.</p>
Observations : L'exploitant restera attentif au respect de cette prescription qui fera l'objet d'un contrôle lors de la prochaine visite d'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Surveillance des impacts sur les milieux aquatiques et les sols.

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/07/2020, article 4.6.2 et 4.6.3
Thème(s) : Risques chroniques, Implantation des ouvrages de contrôle des eaux souterraines / Surveillance
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : article 4.6.2: [...] L'exploitant surveille et entretient par la suite les forages, de manière à garantir l'efficacité de l'ouvrage [...] article 4.6.3: Le réseau de surveillance se compose des ouvrages suivants : PZ1 (amont site), PZ2 (aval C1, 2, 3 et amont C4), PZ3 (aval C1, 2, 3 et amont C4), PZ4 (aval C4) et PZ5 (aval C4). [...] Les résultats des analyses des eaux souterraines sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et sont présentés dans le rapport annuel d'activité prévu à l'article 2.10.2 du présent arrêté. [...]
Constats : La visite du site a permis de visualiser le positionnement des cinq piézomètres (PZ1 à PZ5) constituant le réseau de surveillance. Ils sont constitués en partie haute d'un tube métallique scellé et sont cadenassés pour certains. Le piézomètre PZ1 constitue l'ouvrage de surveillance amont du site et doit contribuer au programme d'autosurveillance des casiers C1, C2 et C3 en post-exploitation Pour ce dernier, aucune donnée d'autosurveillance de la qualité des eaux souterraines n'a été renseignée dans GIDAF par l'exploitant depuis la mise en service de l'installation en 2021. Ce dernier explique en commentaire dans GIDAF qu'aucune analyse n'a été faite parce que le piézomètre PZ1 était vide. C'était déjà le cas lorsque l'exploitant avait réalisé l'état initial du site en septembre 2020. Le PZ1 ne permet pas de réaliser la surveillance des eaux souterraines, l'exploitant ne garantit pas l'efficacité de l'ouvrage. Le piézomètre PZ1 ne répond pas aux attentes relatives à la surveillance de la qualité des eaux souterraines. L'inspection propose de mettre en demeure l'exploitant, sous un délai de six mois, afin qu'il mette en place une surveillance des eaux souterraines pour le piézomètre PZ1 selon les modalités définies dans l'article 4.6.2 de l'arrêté préfectoral du 15 juillet 2020.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 6 mois